

Bernard Siriex : "On n'attire pas les mouches avec du vinaigre"



Bernard Siriex, président de la FRBTP, hier sur le chantier de la Cité des Arts, à Sainte-Clotilde. À ses côtés (tout à droite), Jean-Pierre Philibert, le président de la Fedom (photos T.L. et L.L.-Y.).

Affectés par des outils de financement du logement non adaptés et la perte des effectifs salariés, les professionnels du bâtiment ont lancé hier une nouvelle alerte à l'occasion de la 12^e édition des Coulisses du BTP.

Dun côté, le chantier de la Cité des Arts à Sainte-Clotilde, ouvert par la société Léon Grosse : 23 millions d'euros d'investissement, une surface de plancher supérieure à 5 000 m², 70 ouvriers en activité...

De l'autre, l'inquiétude manifeste et constante du bâtiment réunionnais, qui aborde sa 12^e édition des Coulisses du BTP avec de multiples questions.

En présence de la Fedom (Fédération des entreprises des Dom) et de son président Jean-Pierre Philibert, arrivé jeudi à la Réunion pour un séjour d'une dizaine de jours dans l'océan Indien, le président de la Fédération réunionnaise du BTP a une nouvelle fois tiré la sonnette d'alarme, hier. *"L'activité ne va pas fort, nos entreprises ont beaucoup de difficultés"*, a déclaré Bernard Siriex, qui redoute *"la perte de 1 500 logements par an, la disparition de 3 000 emplois et 450 entreprises"*.

"LES PROMESSES DOIVENT SE CONCRÉTISER"

La profession pensait pouvoir relever la tête en 2014, mais reste sous tension (malgré un chiffre d'affaires prévu en légère hausse par rapport à 2013). La faute à l'impact des réformes successives et une remise en cause permanente des règles ayant conduit à la baisse d'attractivité du territoire, notamment dans le secteur du logement. Bernard Siriex milite pour le retour de dispositifs fiscaux avantageux pour les investisseurs. *"On n'attire pas les mouches avec du vinaigre"*, a-t-il dit.

Jeudi, à Paris, les acteurs de l'immobilier et du logement sont ressortis rassurés de leur rencontre avec le ministre des Outre-mer.

En confirmant les propos du président de la République, George Pau-Langevin a réaffirmé le soutien du gouvernement et son engagement en faveur de l'habitat dans les Dom.

Pas uniquement dans le logement social, mais également pour le secteur intermédiaire, en ne s'opposant pas à un plafond de 18 000 euros

(contre 10 000 euros) pour le Pinel outre-mer (ex-Duflot Dom), comme réclamé depuis deux ans par la profession.

La balle est à présent dans le camp du Parlement. Plusieurs éléments attendus sont en effet renvoyés au débat sur le projet de budget 2015 à l'Assemblée nationale.

Le travail a déjà commencé et les dispositifs outre-mer sont particulièrement surveillés. Le Pinel outre-mer, justement, a été modifié mardi par la commission des finances qui a ramené de 23 % à 20 % le taux de réduction fiscale pour un engagement de six ans, afin de ne pas favoriser les investissements à durée d'engagement courte au détriment d'une période de neuf ans.

Sur d'autres points, la France n'a pas la main car c'est au niveau de la commission européenne que cela se joue.

Lors de son intervention, le président de la Fedom a, lui, regretté que les *"outils de financements outre-mer ne soient pas adaptés"*.

La Fedom va *"se battre"* pour que les promesses se concrétisent, a ajouté Jean-Pierre Philibert, appelant également les élus locaux à *"relever le défi"*.

Un message applaudi en l'absence remarquée de représentants de l'État et des parlementaires de l'île, pourtant invités par la FRBTP.

T.L.

